

Communiqué de presse de l'Union Suisse des Paysans du 3 janvier 2018

Commerce équitable : vouloir, c'est pouvoir

Lors de la conférence de presse de début d'année dans une exploitation laitière de Derendingen, l'Union suisse des paysans a présenté son rapport de situation sur le thème « Commerce équitable – en Suisse et dans le monde ». Conclusion : une agriculture durable n'est pas possible aux prix ayant cours sur les marchés internationaux. Divers exemples à petite échelle montrent que des prix à la production et des relations commerciales équitables ne font pas obstacle au succès sur le marché. Il y a besoin d'agir !

Quiconque entend parler du commerce équitable pense d'abord aux bananes et à Max Havelaar. A juste titre, car une banane sur deux vendues en Suisse porte le label du commerce équitable. Mais le succès des bananes est la grande exception. La grande majorité des matières premières agricoles souffrent dans le monde entier de prix à la production extrêmement bas et de conditions loin d'être équitables. Dans son rapport de situation de cette année, l'Union suisse des paysans aborde le thème intitulé « Commerce équitable – en Suisse et dans le monde ».

Associer les producteurs au succès

« Le commerce équitable est une question qui prend aussi une importance grandissante en Suisse. Les prix à la production bas et les revenus trop faibles font que beaucoup d'agriculteurs et paysannes préfèrent chercher un emploi ailleurs », a expliqué Jacques Bourgeois, directeur de l'USP, lors de la conférence de presse sur la situation actuelle, qui s'est tenue à l'exploitation laitière d'Urs Guggisberg et de Nicole Hälgi à Derendingen (SO). En effet, le changement structurel se fait tout particulièrement sentir au niveau des exploitations laitières. Les hôtes ont la chance de pouvoir livrer leur lait à la laiterie Lanz, qui opère dans la région. Ils perçoivent un prix du lait de 7 à 8 centimes plus élevé que la moyenne des producteurs de lait de centrale en Suisse. Ce qui met Urs Guggisberg et son épouse Nicole Hälgi dans une position privilégiée : « La bonne collaboration à long terme avec la laiterie Lanz nous a permis d'investir dans le secteur laitier et de construire une nouvelle étable il y a sept ans. » Nombre de leurs collègues de métier vivent sur leurs réserves et ne peuvent pas se permettre de réaliser des investissements. Eux, par contre, ils ont entre-temps également pu installer une ventilation et une douche pour que leurs vaches se sentent plus à l'aise pendant les chaudes journées d'été. Basée à Obergerlafingen avec 64 employés, la laiterie Lanz est spécialisée surtout dans les yaourts. « Nous tenons à ce que les producteurs de lait aient également leur part si les consommateurs achètent nos produits à des prix plus élevés », explique Andreas Lanz, directeur et propriétaire.

La répartition inéquitable du revenu est la norme

Le marché suisse dans son ensemble est loin de cela : les revenus tout au long de la chaîne de la valeur ajoutée sont extrêmement différents. Martin Rufer, chef du Département Production, marché et écologie, USP, souligne à ce sujet : « Les paysans consacrent la plupart de leur temps de travail pour un moindre revenu. Cela se reflète également dans la part de l'agriculture au prix à la consommation : à titre d'exemple, les coûts des céréales représentent entre 6 et 11 % du prix d'un pain. » « Il faut repenser les chaînes de valeur ajoutée. Aujourd'hui, les négociations portent souvent sur les aspects qualitatifs et les conditions de livraison. A l'avenir, l'élément équité, c'est-à-dire une juste répartition de la valeur ajoutée, doit également jouer un rôle dans les négociations et les relations avec les acheteurs ». Dans le rapport de situation, l'Union suisse des paysans présente d'autres exemples de coopération équitable en Suisse ainsi que des voies possibles pour les familles paysannes : celles-ci peuvent essayer d'augmenter leur part au prix à la consommation en développant la vente directe, en privilégiant des chemins plus courts vers le consommateur ou en établissant des coopératives et des labels appropriés.

Seite 2 | 2

De la niche à la masse

La grande quantité des produits difficiles à différencier, qui sont vendus aux gros acheteurs, restent cependant au centre des préoccupations. Sur ces marchés, la transparence, une déclaration crédible et une mise en œuvre conséquente des dispositions relatives au Swissness sont essentielles pour permettre à l'agriculture de participer à la valeur ajoutée. « Sur ces marchés en particulier, il serait important de mettre en œuvre le principe d'équité », a souligné le président Markus Ritter. « Ce qu'il faut en principe, ce sont des prix raisonnables qui couvrent les coûts et permettent d'investir dans l'avenir. Pour y parvenir, un changement de mentalité s'impose dans l'ensemble de la branche. »

Le commerce équitable plutôt que le libre-échange

La banane est la preuve qu'il est aussi possible de conquérir le marché de masse au travers du commerce équitable et de justes prix à la production. Il a fallu un énorme travail de persuasion, de nombreux consommateurs sensibles à ces questions et beaucoup d'années pour amener la banane là où elle est aujourd'hui. « Le commerce équitable, c'est-à-dire des prix à la production équitables, sont la condition préalable à une agriculture durable et respectueuse de l'environnement et des animaux », déclare d'un ton convaincu Adèle Thorens, conseillère nationale écologiste. Avec l'initiative pour des aliments équitables, son parti veut s'assurer que la Suisse favorise de meilleures conditions pour les paysans du monde entier. « Il s'agit également du mandat du nouvel article 104a de la Constitution. En ce qui concerne le commerce transfrontalier, il est explicitement indiqué que celui-ci doit contribuer à un secteur agricole et agroalimentaire durable. » L'appel conjoint s'intitule : le commerce équitable plutôt que le libre-échange. Une agriculture durable à tous les égards n'est pas possible aux prix ayant cours sur les marchés internationaux. La Suisse, son gouvernement et ses entreprises du secteur alimentaire doivent prendre leurs responsabilités.

Renseignements :

Markus Ritter, conseiller national, président de l'Union suisse des paysans, tél. 079 300 56 93

Jacques Bourgeois, conseiller national, directeur de l'Union suisse des paysans, tél. 079 219 32 33

Adèle Thorens, conseillère nationale, coauteur de l'initiative pour des aliments équitables des Verts, tél. 079 478 90 05

Andreas Lanz, directeur et copropriétaire de la laiterie Lanz, Obergerlafingen, tél. 032 674 42 42

Urs Guggisberg & Nicole Hälgi, producteurs de lait et hôtes, Derendingen, tél. 032 681 03 10

www.sbv-usp.ch